

TELEMA. *Mouvement patriotique*

« **Demain nous appartient, allons ensemble le chercher** »

Conférence du 11 Janvier 2025

Je voudrais commencer mon propos en vous souhaitant, à vous journalistes, mes chaleureux vœux de santé et de prospérité, pour vous, vos familles et votre métier en cette année 2025. J'espère, pour la profession de journaliste, une plus grande liberté, un juste accès aux données publiques, pour une meilleure qualité de l'information, pour une meilleure lutte contre les discours de haine et d'incitation à la violence, pour une meilleure lutte contre la corruption, et pour une meilleure prise en main de la démocratie.

Nous sommes le 11 janvier 2025. Et on peut se demander pourquoi je prends la parole aujourd'hui. Pourquoi je m'exprime publiquement aujourd'hui après avoir été président de la Commission politique du Dialogue National Inclusif organisé en avril dernier et présidé par Mgr Patrick Iba-ba ? Pourquoi je m'exprime seulement aujourd'hui alors que la nouvelle Constitution a été adoptée et que le projet du Code électoral suit son cours ?

Comme plusieurs compatriotes, Nous avons voulu croire au Comité de la Transition pour la Restauration des Institutions ;

Comme plusieurs compatriotes, Nous avons cru qu'au 30 août 2023, les militaires avaient réalisé un coup de libération ;

Comme plusieurs compatriotes, Nous avons cru qu'enfin notre pays allait commencer sa marche vers la félicité promise par nos ancêtres.

Mais après un an et quatre mois de Transition, après observation, tout laisse voir que cette Transition saluée et salvatrice jadis s'enlise. Le passé et les tares mortifères du système Bongo-PDG qui ont œuvré 52 ans durant refusent de passer. En septembre 2023, alors que par principe toutes les démocraties et institutions internationales condamnent toute forme de coup d'Etat, j'avais dit en m'interrogeant : « le vin est tiré, comment il faut le boire ? ». 16 mois ont suffi pour que nous constations que c'était du mauvais vin et qu'il ne fallait pas le boire. La Transition prend de l'eau.

Mon propos aujourd'hui est de dire qu'il faut vomir ce vin ; il faut vomir ce que nous offre, comme traitement médical alternatif, le CTRI ou ceux qui ont pris possession du CTRI. Car il nous donne trop d'intoxication, des maux d'estomac, de la nausée, des migraines. Il nous faut vite trouver un antidote Républicain au modèle de société CTRI qui n'a plus que des anomalies.

Première anomalie du CTRI, le non-respect de la parole donnée. Après le Coup d'Etat du 30 août 2023, les militaires ont dit qu'ils organiseront l'élection présidentielle pour remettre le pouvoir aux civils. Pour illustrer notre étonnement à ce revirement, qu'il me soit permis de citer la conclusion hautement Démocratique et Républicaine du discours historique du 04 septembre lors de la prestation de serment du Président de la Transition : « A l'issue de cette transition, avec l'apport de tous les Gabonais partenaires au développement, nous entendons remettre le pouvoir aux civils en organisant de nouvelles élections libres, transparentes et crédibles dans la paix. » Fin de citation. Mais toutes les gesticulations et les rumeurs les plus officielles prédisent la candidature inopportune du Président de la Transition. J'aimerais

croire que ces rumeurs sont fausses. La première chose à restaurer pendant la Transition, c'est le respect de la parole donnée. C'est un gage de sincérité, de crédibilité au moment où on veut restaurer nos Valeurs Ancestrales.

D'aucuns disent qu'il faut laisser le pouvoir aux militaires pour deux raisons. Primo, ils disent que les civils ont gouverné ce pays et n'ont rien fait. Secundo, ils disent qu'en un an, les militaires ont fait plus que le président déchu. Je voudrais Nous rafraîchir la mémoire. Le régime gabonais, du Président de la République Albert Bernard Bongo, devenu Omar Bongo Ondimba, en passant par Ali Bongo, à Oligui Nguéma, est un régime militaire. Pour rappel, Albert Bernard Bongo était un agent militaire de services de renseignements généraux français ; Ali Bongo s'est militarisé quand il est demeuré ministre de la Défense pendant dix ans et le Président de la Transition, le Général Oligui Nguema est un militaire en treillis, Commandant de la Garde Républicaine prétorienne de l'ancien régime.

Je voudrais aussi rappeler que lorsque les bombes lacrymogènes s'abattaient contre des étudiants qui demandaient la démocratie en 1990, 1998, 2005, 2009 ou quand des fusils d'assaut tuaient des Gabonais en 2016, ce n'étaient pas des civils qui commettaient ces crimes. Il ne faut pas falsifier l'Histoire Nationale et le Devoir de Mémoire Souverain. Les militaires ont toujours géré le pays avec les civils, cette alliance n'est pas nouvelle. On dit que le CTRI a fait en un an ce que le pouvoir déchu n'a pas fait en 14 ans. Si cela est vrai, c'est la preuve qu'on n'a pas besoin d'un mandat long de 7 ans pour réaliser des exploits Je dis donc bravo au CTRI pour cet exploit, permettez à d'autres compatriotes de poursuivre votre œuvre !

Deuxième anomalie, l'interprétation du coup d'Etat « en coup de libération » du système Bongo-PDG. Qui a libéré qui ? Et de qui est-on libéré ? Il ne fait aucun doute que les Gabonais ne voulaient plus entendre le nom de « Bongo » à la tête du pays. Mais les Gabonais ne luttaient pas contre Ali Bongo, il faut le dire ; les Gabonais se battaient contre ce qu'il incarnait globalement : le système Bongo-PDG dans sa totalité. Or il incarnait quoi ? La monarchie, la dynastie, la dévolution héréditaire du pouvoir, la corruption, la jouissance unique des richesses du pays entre « Coquins et Copains », le mépris des Gabonais, le sous-développement, la luxure, les détournements des deniers publics, la démocratie meurtrière, etc. Il ne fait aussi aucun doute que le Président de la Transition vient édulcorer le long règne héréditaire des Bongo. Mais, en même temps, il ne fait aucun doute que le Président de la Transition est de la famille Bongo. Ainsi donc, un membre de la famille Bongo aurait libéré les Gabonais de la dynastie Bongo ! Vous verrez où ça cloche !

Comme d'autres l'ont dit avant moi, le Président de la Transition s'est libéré lui-même de l'oppression exercée sur lui par l'ancienne Première Dame, Sylvia Bongo et son fils Nourredin Bongo. Nous étions dix compatriotes dans le collectif Appel à Agir pour dénoncer le fait que c'étaient l'épouse et le fils du chef de l'Etat qui dirigeaient le pays depuis qu'il avait eu une attaque cardiovasculaire. Et nous le saluons pour cet acte de bravoure. Mais ce que l'on ne dit pas à propos de la Libération, c'est que c'est aussi le Président déchu Ali Bongo Ondimba qui a été libéré de la révolution populaire qui devait s'abattre contre lui le 30 août 2023. Le Président de la Transition a donc libéré son chef qu'il a servi avec loyauté et fidélité tout autant qu'il s'est libéré du couple Sylvia/Nourredin Bongo. Le peuple gabonais s'en trouve-t-il libéré ? Pas encore. C'est à la fin du processus de la Transition que nous

dirons si le peuple gabonais a été libéré. Le Peuple Gabonais doit lui-même arracher sa liberté.

Troisième anomalie. Le retour du système Bongo-PDG au pouvoir. Alors que le peuple gabonais dénonçait la mainmise des ressources du pays par le PDG, qui torturait par ailleurs la démocratie, grand fut l'étonnement des Gabonais de voir une armée de PDGistes, alliés et apparentés promus au Sénat, à l'Assemblée Nationale, à la Cour Constitutionnelle, au Gouvernement, dans la haute administration. Certains ont été même décorés le curieux jour de « la célébration de la libération ». Contre qui a-t-on libéré le Peuple alors ? Qui est l'acteur principal des fraudes électorales depuis des années dans notre pays ? Qui a laissé prospérer les dérapages budgétaires, l'affaiblissement de la justice, la captation des deniers publics ? Qui a biaisé tous les processus électoraux, depuis 1990 jusqu'en 2023 ? Qui a tué les Gabonais à chaque élection présidentielle ? Qui a tué le Rêve Gabonais de vivre dans un pays digne d'envie à la Richesse Considérable aux yeux du monde ? Qui a capté toutes les ressources financières du sous-sol Gabonais depuis les années 1960, de la manne du Pétrole, du manganèse, du bois, de l'or, du diamant ? Le Dialogue National Inclusif a même recommandé la suspension des partis politiques et singulièrement l'interdiction des cadres du PDG de prendre part aux prochaines élections politiques. Mais le président de la Transition n'a pas écouté cette recommandation dont se satisfaisaient pourtant même certains PDGistes ! Demandez-vous pourquoi !

Quatrième anomalie. La cooptation des élites administratives qui se fait toujours par la puissance des liens de sang, des liens de famille, des liens affectifs plutôt que sur la base des compétences. Ainsi, même là où on fait des appels à candidatures, la même logique de concussion se poursuit. La reproduction vaut mieux que la distinction, hélas !

Cinquième anomalie. L'exacerbation du tribalisme et de l'ethnisme. Nous courons assurément un grave danger avec ces associations ethniques et régionalistes dont le rôle est de défendre, au sein de la République, la communauté ethnique et leur nouveau porte-étendard. Et personne ne s'en émeut ! Le Président de la Transition peut même être président d'honneur de telle ou telle association communautaire !!! C'est effarant !!! Le lobbying ethnique bat son plein, aux antipodes de nos Valeurs Républicaines. Et heureux sommes-nous si nous sommes de l'ethnie du Président ou de l'ethnie de ses collaborateurs et leurs affidés. La Transition expose notre pays à des transactions ethniques déjà détestables sous l'ancien régime d'Omar Bongo. On peut dire que le passé ne passe pas, il persiste même à rester. Et nous n'avons pas le droit de laisser les choses en l'état !

Sixième anomalie. La gangrène de la corruption et des détournements des deniers publics. Comment expliquer que pendant la Transition, le Peuple assiste à autant de limogeages dans l'administration publique et à la tête des entreprises publiques pour causes présumées de détournements des fonds publics ? En régime militaire de Transition, sous couvre-feu, les « Hommes du Président » issus des choix du casting militaire n'ont pas peur de voler ! Et que fait la Justice ? Toujours un maillon faible de notre République ? Les scandales de détournements se succèdent et la Justice est inactive. Et j'entends des discours répétés presque machinalement : « l'impunité est terminée ».

Les services sociaux se délitent. Le dernier fait en date, c'est la situation de la CNAMGS qui ne règle pas les factures des pharmacies. La grève des pharmaciens pendant la Transition est

juste impensable. Où passe l'argent prélevé chez les fonctionnaires ? La corruption est l'ennemi public numéro 1 de notre pays, c'est l'ennemi d'Etat à combattre vigoureusement !

Septième anomalie, l'affaiblissement continu de l'Etat au profit du dogme de l'homme fort, de l'homme providentiel ou de l'homme messianique avec les métaphores de Moïse, Josué et de la terre promise. Restaurer les institutions devait consister à renforcer le fonctionnement régulier de l'Etat, sous l'autorité de la loi. Mais à quoi assiste-t-on ? A des adorations fatales d'un homme qu'on croit supérieur à l'Etat. Et, en ce sens, le régime présidentiel récemment adopté lors de la Constitution n'aidera pas les institutions à être fortes et impersonnelles. Pendant la Transition, on est encore surpris que la Première Dame et le Président de la Transition fassent des dons aux hôpitaux publics. A quoi sert l'Etat alors ?

Huitième anomalie. Crise profonde de la Fonction publique et du secteur privé. Alors que des textes régissent le fonctionnement de l'Etat et la gestion des carrières des agents publics, on est écœuré de voir des fonctionnaires toujours peu impliqués dans leur travail, toujours lassés de travailler dans des conditions exécrales, et toujours pauvres. L'Etat ne donne pas les moyens aux agents publics afin d'améliorer la qualité du service public ; l'Etat abandonne même les agents publics quand il ne veut pas payer certains de leurs rappels. Pendant la Transition, il n'y a eu aucun effort pour restaurer le service public, la fonction publique et ses agents. A la crise de la Fonction publique, se greffe l'instabilité managériale dans les entreprises parapubliques. En un an, que de changements de managers à la SEEG, à Gab Oil, au FGIS, et même dans l'administration publique qui voit apparaître à nouveau les grèves. Comment, dans une telle atmosphère, peut-on espérer que les entreprises créent des emplois et que notre économie résolve le problème du chômage ?

Neuvième anomalie. Le « kounabélisme » et le clientélisme. Le Président de la Transition semble sensible aux discours creux, aux troubadours et chansonniers moyenâgeux. De fait, même la télévision publique s'emmure dans la restriction des opinions libres et objectives. Le kounabélisme même de certains agents publics est surprenant. Et il n'épargne guère quelques pans de la société civile ni de la classe politique du pays. Mais, à la vérité, tout le monde a bien compris qu'il faut séduire le Prince pour lui soutirer des privilèges. Il y a donc une grande part de cupidité dans le kounabélisme, mais pas que... Contrairement à ce que peuvent penser quelques personnes, la Transition a à nouveau plongé la société dans la peur. Ainsi, plutôt que de nous mettre à l'abri de la peur, elle favorise un climat de terreur. La peur caractéristique de notre société est donc un révélateur d'une société bloquée. Et je puis vous assurer que la peur est le plus grand mal de notre société. Parce que la peur nous fait garder le silence devant des atrocités, la peur tolère l'injustice, la peur tolère la corruption. Les peureux sont dangereux pour notre société ; et le kounabélisme est un révélateur de la peur.

10^e anomalie, la Transition veut remettre en cause l'alternance démocratique, seule aspiration citoyenne, ambition du Peuple Gabonais depuis l'avènement du multipartisme en 1990. Il y a des similitudes troubles dans notre histoire contemporaine. En 2009, l'élection présidentielle est venue valider la transmission héréditaire du pouvoir ; en 2025, l'élection présidentielle est appelée à valider le coup d'Etat du 30 août 2023 et la conservation du pouvoir par un système qui a fait peau neuve, en renouvelant le sacrement de la même alliance de ses hommes aussi bien militaires que civils. Dans les deux cas, on veut nous faire croire que c'est une alternance démocratique. Non, ce n'est pas de la démocratie, ce sont des stratégies de conservation du pouvoir par un même clan, un même système Bongo-PDG qui

ne veut pas passer le relais et qui tient absolument à empêcher l'alternance démocratique et le progrès de notre pays.

J'invite le CTRI hautement salué autrefois à l'unisson, à la Discipline Militaire, à se conformer à son SERMENT Ethique et déontologique. Et donc à ne pas présenter de candidat à la Présidentielle de 2025 ; le CTRI n'est pas un parti politique, mais un groupe de militaires valeureux que l'Histoire Nationale souhaite célébrer avec gratitude. J'invite le CTRI à ne recourir à aucune ruse pour empêcher l'alternance démocratique Républicaine souhaitée par les Gabonais depuis les événements de la Gare Routière en 1981 et en 1991 lors de la Conférence nationale. En étant juge et partie, le CTRI n'assurera pas la transparence électorale et donc pas d'élection libre et crédible. Dans ce contexte, le CTRI pourrait jeter durablement le pays dans des crises politiques dommageables pour notre vivre-ensemble et pour notre économie. Dans la loi des finances de 2025, la Cour constitutionnelle a vu son budget augmenter de 500 millions, alors qu'elle a été pendant longtemps une entorse au processus de démocratisation. Que veut-on nous dire par là ? Notre pays doit revenir à la sérénité et tout dépend des vaillants militaires qui ont fait le coup d'Etat le 30 août 2023.

Car j'ai mon petit soupçon. Et je voudrais m'adresser au VRAI CTRI, c'est-à-dire aux acteurs du 30 août et du 4 septembre 2023. En effet, au regard de l'histoire qui a pris cours depuis un an, il me semble que le CTRI a été dépossédé du projet de Restauration des Institutions. Ainsi donc, ce ne sont pas les militaires du 30 août qui sont à la manœuvre et qui fabriqueraient toutes ces anomalies citées plus haut. Le 30 août, les vaillants militaires qui sont apparus devant la Nation n'ont pas mis leurs vies en danger pour la misérable vie de la Transition en cours. Non, on ne peut pas le croire. Et je vous pose à vous ces questions : Qui vous a écarté de la Transition ? Qui a fait le hold-up de la Transition ? Et êtes-vous vraiment prêts à laisser le Gabon filer dans le mur ? Quelques puissants fantômes se sont accaparés la Transition. Leur objectif n'est pas la Restauration des institutions ni des valeurs, mais la conservation du pouvoir par tous les moyens. Les vaillants militaires du 30 août et du 4 septembre 2023 semblent avoir été mis de côté. Je leur demande de retrouver leur audace, leur courage et leur esprit républicain pour stopper ce funeste projet qui vise à empêcher l'alternance et le progrès dans notre pays.

Chers compatriotes,

Je ne serai pas aveugle et je ne fermerai pas ma bouche ! Ce pays est le nôtre, il nous appartient à nous tous et je crois qu'on ne l'a pas assez dit. Il faut « libérer la liberté » comme chante notre poète Pierre Claver Akendengué. Je prendrai toutes mes Responsabilités face à cette exigence historique en hommage à nos martyrs d'août 2016 au sujet desquels on ne peut faire l'impasse d'une Commission Vérité-Justice-Réparation et Réconciliation (CVJR) !

Nous ne pouvons pas laisser le terrain politique aux sbires de l'ancien système peu crédibles qui ont œuvré chroniquement à faire du Gabon un pays de toutes les anarchies et de la pauvreté là où coule le pétrole, là où on ramasse l'or, le diamant et le manganèse. **Telle est la voix du citoyen que je suis, de tous les fils du Gabon et de tous les Républicains qui se battent pour notre véritable essor vers la félicité.**

C'est pourquoi, nous allons lancer dans quelques mois une plateforme de démocratie participative pour organiser et préparer une véritable alternative à offrir à nos compatriotes qui rêvent de progrès, de bien-être et de justice dans l'unité nationale. Cette plateforme

dénommée **TELEMA** (qui signifie « lève-toi » en yunu et dans plusieurs langues du Gabon, ou « élève-moi » en langue fang) aura vocation à recevoir tous les Gabonais sans exclusive pour définir et proposer des actions devant conduire à l’alternance démocratique et au progrès socio-économique de notre pays. D’ores et déjà, je vous invite à vous inscrire et à prendre part à nos activités relatives à ce lancement.

Vive le Gabon ! Vive le Gabon rêvé par nos ancêtres ! Vive le Gabon immortel !

Je vous remercie

Pr. Noël Bertrand BOUNDZANGA

Infoline TELEMA

- Page Facebook : Telema Gabon
- Contact/WhatsApp : (+241) 77860900